



LES OPÉRATIONS DE PAIX DE L'ONU : VERS UNE CAPACITÉ DE RÉACTION RAPIDE

Chacune de ces mesures contribuera à accroître la capacité de réaction rapide de l'ONU face à une crise, mais ce n'est qu'en les appliquant toutes intégralement que l'on obtiendra les meilleurs résultats possibles.

À ces améliorations à tous les niveaux doivent s'ajouter une coopération et une compréhension accrues entre les quatre niveaux de l'ONU et en leur sein. C'est là une nécessité si l'ONU ne veut pas se laisser dépasser au seuil d'une ère nouvelle. Selon James Sutterlin, ancien conseiller principal auprès du secrétaire général, un sentiment de coresponsabilité doit absolument régner entre le Conseil de sécurité, le secrétaire général et le Secrétariat²². D'après le secrétaire général, « Pour que les opérations de maintien de la paix et les systèmes de commandement et de conduite desdites opérations soient efficaces, il importe au plus haut point que les choses soient parfaitement claires pour les entités qui prennent les décisions politiques, celles qui assument la responsabilité opérationnelle et celles qui fournissent les ressources humaines et matérielles²³ ». Il est en effet permis de penser que le degré de coopération et de compréhension entre ces niveaux est au moins aussi important que la volonté politique, dont l'absence interdit toute réaction cohérente face à des crises particulières.

Les exigences de la réaction rapide

- améliorer le processus décisionnel au sein des conseils politiques des Nations Unies;
- renforcer la capacité du Secrétariat de l'ONU de procéder à une planification stratégique détaillée avant l'apparition d'une crise;
- remédier à l'absence de tout dispositif permanent de planification et de contrôle des opérations au niveau opérationnel; et
- faire en sorte qu'un personnel civil et militaire multifonctionnel, capable et bien équipé, soit disponible en cas de nécessité.

Une réaction rapide face aux crises dépend, en définitive, de la volonté des États membres de fournir du personnel aux opérations de paix. Or, ils le feront plus volontiers si on leur permet de jouer un rôle plus important dans l'orientation de ces opérations, c'est-à-dire de participer à la définition des objectifs généraux et à la direction des différentes opérations

Le niveau politique

Au cœur des problèmes politiques de l'ONU se posent trois questions, sur le processus décisionnel au sein du Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, sur les contributions des États membres aux missions envoyées sur le terrain, et sur les mandats confiés au secrétaire général et à son Secrétariat pour planifier et mettre en oeuvre les opérations. Sans aller jusqu'à modifier la Charte de l'ONU, ce qui serait difficile et inutile dans les circonstances actuelles, il est nécessaire d'améliorer et d'affiner les processus décisionnels au niveau politique, afin de pouvoir organiser les missions plus rapidement et plus efficacement.

Détachement de troupes

Une réaction rapide face aux crises dépend, en définitive, de la volonté des États membres de fournir du personnel aux opérations de paix. Or, ils le feront plus volontiers si on leur permet de jouer un rôle plus important dans l'orientation de ces opérations, c'est-à-dire de participer à la définition des objectifs généraux et à la direction des différentes opérations. Ils doivent également jouer un rôle dans la définition des mandats et dans leur application tout au long de ces opérations. Cela